

LA REACTION DES PAYS ETRANGERS A LA REVOLUTION HONGROISE DE 1919

par

SÁNDOR VADÁSZ

Nous nous efforçons dans ce qui suit de dégager le jugement porté à l'étranger sur la Hongrie de l'époque en nous basant essentiellement sur les discussions parlementaires qui eurent lieu à ce sujet en France et en Grande-Bretagne. C'est à la fin du mois de mars 1919 que fut soulevé ce que l'on appela le problème hongrois, d'abord lors de la session régulière de l'Assemblée Nationale en France, pays qui était le plus intéressé par la question dans cette zone, puis quelques jours plus tard, à la Chambre des Communes de Londres. Début avril, l'assemblée du parlement allemand, réunie à Weimar, vit une prise de position importante. L'ordre de cette énumération exprime aussi une échelle des valeurs: c'est au sein du corps législatif français qu'eurent lieu les débats les plus passionnés sur la question, ceux qui apportèrent le plus d'informations neuves, et donc qui furent les plus intéressants; à la Chambre des Communes, dans les premiers temps, seules quelques brèves questions (et des réponses non moins brèves des représentants du gouvernement) marquèrent l'éveil de l'intérêt manifesté à l'égard des événements récents de Hongrie, et c'est beaucoup plus tard, au mois de mai et pendant l'été, qu'eurent lieu des interventions allant plus au fond des choses. En apparence, c'est chez les législateurs allemands que le tournant intervenu à Budapest suscita le moins de réactions, et l'on ne peut en fait pas parler dans leur cas de débats sur le fond. (L'Allemagne n'en fut pas moins le théâtre d'une polémique; cependant, celle-ci n'eut pas lieu au Parlement, mais dans le cadre du II^{ème} Congrès des Conseils Ouvriers, Paysans et Militaires. Nous reviendrons sur ce point plus tard.)

Il faut mentionner à ce stade l'Italie, pays où la République hongroise des Conseils suscita l'intérêt que l'on sait. L'une des marques les plus importantes de cet intérêt réside dans le fait que le Parti Socialiste Italien envoya en Hongrie Oddino Morgari, qui fut l'un des représentants connus du mouvement socialiste antibelliciste organisé pendant la première guerre mondiale et qui prit le nom de Zimmerwald, afin qu'il recueille sur place des informations sur les problèmes de la révolution socialiste. (Morgari séjourna dans le pays du 19 mai à la mi-août.) Dans son étude¹, Franco Ferri cite de

nombreuses sources à l'appui de ses dires selon lesquels au printemps 1919, les socialistes italiens, y compris le groupe parlementaire du parti, protestèrent par de vigoureuses actions contre l'intervention des puissances de l'Entente en Russie et en Hongrie. C'est également lui qui fait état des interventions condamnant la terreur blanche qui régnait en Hongrie qui eurent lieu au parlement italien fin 1919 et début 1920. En apprenant ces faits, il était logique de supposer que le parlement italien s'était penché plus tôt aussi sur la question hongroise, mais la logique joue souvent des tours aux chercheurs: il se trouve en effet que, contre toute attente, il n'y eut pas de débats de ce genre. A notre connaissance, donc, si l'on excepte la France et la Grande-Bretagne, la question hongroise ne figura pas à l'ordre du jour des corps législatifs des pays d'Europe de l'Ouest (au sens actuel du terme) et des Etats-Unis².

Les dates elles-mêmes suggèrent à juste titre que le problème hongrois fut soulevé à la suite de la transformation politique qui se produisit en Hongrie le 21 mars 1919, jour de la proclamation de la République hongroise des Conseils qui résultait de l'union du parti communiste et du parti social-démocrate et qui remplaça la république bourgeoise existant en Hongrie depuis novembre 1918. Entre l'armistice et le 21 mars 1919, ni les parlements mentionnés, ni la presse ne s'intéressèrent particulièrement à la question de savoir ce que serait le sort de la lointaine Hongrie à l'avenir. Mes propres travaux de recherche prouvent également que c'est précisément au cours du printemps et de l'été 1919 que virent le jour la plupart des textes consacrés à la Hongrie; et s'il serait exagéré de dire que tout intérêt cessa à l'égard de la Hongrie après la chute de la République des Conseils (survenue en août 1919), il est de fait que la curiosité de l'étranger ne retrouva plus la même intensité qu'avant cette date. Dans l'interprétation des députés bourgeois de Londres, mais aussi de Paris, l'examen de la question hongroise consistait à établir dans quelle mesure les gouvernements de l'Entente étaient responsables du tournant intervenu en mars, et pour cette raison, leurs débats culminèrent dans le jugement divergent de la personne de Mihály Károlyi et du système étatique bourgeois-démocratique qu'ils désignaient sous le nom de régime Károlyi. Le comte Mihály Károlyi, connu pour ses sympathies avec l'Entente après 1914, fut le président du Conseil du gouvernement de coalition formé le 31 octobre 1918; le 11 janvier 1919, il devint président de la république, et l'opinion publique hongroise et étrangère voyait en lui le principal représentant de la démocratie bourgeoise. Les sources des archives anglaises et françaises prouvent que les milieux dirigeants politiques et militaires de l'Entente firent dès le début preuve de méfiance à l'égard du gouvernement Károlyi. Cette aversion ressort nettement du rapport de synthèse rédigé en novembre 1918 par le Deuxième Bureau à l'intention de l'Etat-Major: Il ne cède actuellement que devant la force, et ce n'est pas une des moindres singularités de la politique hongroise que le refus de cette république soi-disant démocratique de reconnaître le droit des peuples non magyars à disposer d'eux-mêmes³. Mais la prise de position de Georges Clémenceau au nom du gouvernement français et de ses alliés,

intervenue fin novembre, devait peser davantage encore dans la balance: Károlyi s'y voyait considérer comme le chef, non pas d'un gouvernement souverain, mais d'une autorité de fait existant dans un pays occupé, et c'est en conséquence que fut calculée l'attitude dont consigne était donnée à leur représentant à Budapest, le lieutenant-colonel Vix, chef de la mission militaire française de la capitale hongroise. Pour l'essentiel, la réaction des milieux officiels britanniques fut la même. «Non seulement les Français, mais aussi les Anglais, traitèrent en élément hostile le nouveau gouvernement hongrois démocratique et sincèrement pro-Entente formé à la suite de la révolution d'octobre, et en cas de doute, ils prirent régulièrement des décisions favorisant les Tchécoslovaques, les Roumains et les Yougoslaves et acceptèrent sans discussion les mesures — souvent unilatérales — prises dans ce sens par la France»⁴.

Telle n'était pas la situation pour ce qui était des militaires français qui étaient alors en territoire hongrois ou avaient eu des contacts directs avec le pays. Quant à eux, grâce à leur situation plus avantageuses, ils se rendirent clairement compte dès la fin de 1918 que Károlyi était l'unique politicien pouvant entrer en ligne de compte en Hongrie du point de vue des intérêts du pouvoir français: «(Elle) est indispensable pour soutenir seul gouvernement qui peut assurer ordre en face contre-révolution et bolchévisme et arrêter guerre civile et anarchie qui nous placerait en face situation inextricable qui nous demanderait ultérieurement efforts et dépenses beaucoup plus grands», peut-on lire dans un rapport télégraphique de l'époque⁵. Les documents de la mission de Vix, et surtout les rapports envoyés de Budapest par le chef de la mission lui-même, montrent que ceux des officiers qui étaient entrés en rapports directs avec la Hongrie (Vix, Henrys, de Lobis et Franchet d'Esperey) oeuvraient, non pas à la chute de Károlyi, mais au maintien du régime démocratique bourgeois⁶.

Pour mieux comprendre ce qui suit, il importe de parler, ne fût-ce que schématiquement, des dispositions d'esprit de l'opinion publique à l'égard de la Hongrie en France et en Grande-Bretagne. Ce n'est pas un Hongrois, mais un auteur français, qui a écrit que l'opinion publique de son pays restait inerte devant le problème hongrois, et que ce phénomène était en grande partie dû à l'ignorance des masses en matière de géographie, à la classique confusion entre Bucarest et Budapest et au fait que le public reportait sur la Monarchie et sur la Hongrie ses sentiments chauvinistes et anti-allemands. Les classes travailleuses, écrasées par les graves problèmes du jour, se préoccupaient peu de l'existence et du naufrage de la Commune de Hongrie⁷. Pour ce qui est de l'Angleterre, elle ne possédait alors pas encore de gauche assez forte pour susciter au moins quelque intérêt à l'égard de la Hongrie dans une opinion publique qui n'était déjà guère curieuse. Il ressort également des débats parlementaires dont nous parlerons plus loin que — si l'on peut parler tant soit peu de conscience historique dans ce contexte — les Français comme les Anglais se rappelaient surtout deux faits ou plutôt deux aspects fondamentaux de l'histoire hongroise. L'un était positif: 1848, et plus généralement la série des luttes menées contre les Habsbourg pour l'indépendance de la Hongrie, avaient

laissé un souvenir profond dans l'opinion publique. L'autre facteur de cette conscience historique était plus étroitement lié au moment historique donné et avait une fonction répulsive: dans les deux pays, on était fortement convaincu de la culpabilité de la Hongrie dans la guerre et on la maudissait pour être restée fidèle à son alliance avec les Allemands, attitude que l'on considérait comme dictée par le désir de maintenir la suprématie de la Hongrie dans l'Etat. Enfin, mentionnons en dernier lieu l'un des facteurs les plus importants, à savoir l'ivresse de la victoire. Pourtant, celle-ci s'empara, non seulement des classes dirigeantes et des couches petites-bourgeoises connues pour leur chauvinisme, mais aussi d'une partie des classes travailleuses.

En dernière analyse, on peut donc conclure que nous nous trouvons en présence d'un alliage très particulier d'indifférence, de malveillance et d'idées erronées ayant des causes historiques et politiques, que l'on examine le jugement porté sur une Hongrie sortie perdante de la guerre dans l'optique de la grande politique ou dans celle de l'opinion publique (et de la presse par laquelle celle-ci s'exprime). (Il faut bien sûr faire en l'occurrence abstraction du petit nombre de ceux qui se faisaient une idée [plus] réaliste des choses du fait de leurs connaissances recueillies sur place, ou de leur information plus étendue.) Il est cependant un élément avec lequel personne ne compte: l'état et le mouvement des forces sociales hongroises, que les politiciens d'Europe de l'Ouest (et plus encore ceux d'Outre-Atlantique) ne connaissaient pas et n'avaient pas particulièrement envie de connaître. Les documents prouvent que l'accession au pouvoir de la classe ouvrière hongroise fut pour eux une surprise. La Hongrie se retrouva pratiquement du jour au lendemain au centre de leurs préoccupations, et il n'est jusqu'au Français moyen qui ait appris alors à distinguer Budapest de Bucarest. En un mot, le problème hongrois avait vu le jour. Toutes les forces politiques, du Conseil des Quatre aux différents partis, en passant par les gouvernements et les parlements nationaux, se trouvèrent contraintes de prendre position. Nous n'allons bien entendu pas jusqu'à affirmer que, de toutes les instances entrant en ligne de compte, le parlement ait précisément été la plus importante, et nous ne prétendons pas davantage que c'est là que les opinions les plus polarisées s'affrontèrent. Mais étant donné que les allusions disséminées dans la littérature spécialisée⁸ ne peuvent remplacer une analyse en profondeur et que l'examen des débats vient enrichir nos connaissances de divers renseignements et points de vue neufs, nous pensons qu'il vaut la peine de prendre en considération les enseignements qui s'offrent à nous.

Ce fut bien sûr la presse française qui prit acte la première de la prise du pouvoir intervenue le 21 mars. Les journaux se lancèrent tout de suite dans une furieuse campagne, et ils ne lésinèrent pas sur les remarques moqueuses et malveillantes à l'adresse de Károlyi. Dans son numéro du 23 mars, *Le Temps* écrivait par exemple que le comte Károlyi s'entendait mieux à répandre les idées dans le monde qu'à les réaliser, et que les Hongrois s'étaient imaginés que Károlyi recevrait un bon accueil de la part des alliés et serait à même d'obtenir de meilleures conditions qu'un

autre. Le 26 mars, *Le Matin* publiait une interview de Sándor Vajda-Vojvoda, qui déclarait savoir depuis trois mois déjà que Károlyi travaillait à l'avènement du bolchévisme, car il avait créé un bureau de propagande qui était en liaison constante avec Moscou et avec les bolchéviks de la Galicie orientale. Le numéro du 27 du *Petit Journal* citait une déclaration de Winston Churchill, pour qui la Hongrie était passée par un tournant politique extrêmement sérieux et s'apprêtait sous couvert de bolchévisme à s'insurger contre la volonté des alliés. Le 26 mars, le *Guardian* de Manchester, s'appuyant sur un communiqué de son correspondant à New York, exposait à ses lecteurs les vues de l'opinion publique américaine. Dans les milieux bien informés, écrivait le journal, on est d'avis que, si l'Allemagne emboîtait le pas à la révolution hongroise, cela sonnerait le glas de l'alliance des peuples, et qu'il en résulterait une situation dans laquelle les nations maritimes comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se trouveraient isolées face à la révolution qui se serait emparée du continent européen tout entier. La voix plus faible des organes socialistes ne pouvait contrebalancer que dans une maigre mesure le tollé de la presse bourgeoise. Dans le numéro du 25 mars de *France Libre*, Adéodat Compère-Morel fustigeait la politique à courte vue du gouvernement qui avait envoyé des «soldats brutaux casqués, bottés et en éperons» négocier avec Károlyi. Mais c'est *L'Humanité* qui exprima le plus clairement le sens de toute cette campagne de presse. Son commentateur conclut dans le numéro du 6 avril que l'on a brusquement découvert que la révolution hongroise n'était pour Károlyi qu'une vulgaire tentative de chantage dirigée contre l'Entente⁹. Les auteurs des documents alors considérés comme secrets couchèrent sur le papier des analyses qui coïncidaient avec celles des journalistes de la presse bourgeoise. Selon le rapport sur la situation du Deuxième Bureau portant la date du 31 mars, Károlyi avait commencé par concéder des gestes amicaux à l'Entente mais, voyant que sa tactique était inefficace, il avait entrepris de se rapprocher de Berlin et de Moscou. Toujours selon le rapport, il avait cédé le pouvoir aux bolchéviks parce que ceux-ci étaient mieux en mesure de faire alliance avec Moscou, et son objectif était de parvenir au redressement de la Hongrie en tirant parti de la peur inspirée à l'Occident par le bolchévisme. «C'était donc, conclut l'auteur du rapport, un mouvement national, et non social, en dépit de ses apparences bolchévistes».¹⁰

Et l'on peut à juste titre considérer cette conclusion comme résumant l'opinion des milieux gouvernementaux et de la bourgeoisie d'Europe de l'Ouest.

C'est dans cette atmosphère que se déroula le débat général sur les affaires étrangères de l'Assemblée Nationale française. Le signal de départ fut donné par l'intervention du 25 mars de Franklin Bouillon, le président de la commission des Affaires Etrangères. Il commença par faire remarquer qu'en dépit de la promesse faite six mois plus tôt par le ministre des Affaires Etrangères, Stephen Pichon, celui-ci n'avait pas assisté à une seule des sessions de la commission en question. Franklin Bouillon accusa le ministère d'une inertie incompréhensible tout autant pour ses amis que pour

ses ennemis, et il mit en fin de compte en doute le fait que le ministère ait eu une ligne de conduite déterminée en vue de résoudre les problèmes se posant en Europe Centrale. Il déclara que la sécession des ethnies de la Hongrie et leur accession à une existence nationale indépendante ne constituaient qu'un premier pas, et qu'il importait de créer un bloc cohérent à partir des nouveaux Etats nationaux. Il reprocha à Pichon de n'avoir envoyé des délégués français qualifiés en Tchéquie et en Pologne qu'avec un grand retard. Dans ce contexte, il effleura la question hongroise et souligna que le courageux soldat Louis Franchet d'Esperey n'avait pu remplir sa mission, disant entre autres qu'après être entré en contact avec Károlyi, « il s'est laissé entraîner à signer un armistice si mal étudié qu'il a immédiatement soulevé les protestations énergiques de nos admirables alliés, les Tchèques. On leur a naturellement donné raison... Les conditions faites imprudemment au comte Károlyi, l'armistice où il se plaisait à voir les grandes lignes de la paix de demain, tout a contribué à faire naître en Hongrie des espérances qui, naturellement, devaient être déçues. Le résultat de cette déception, c'est la révolution qui vient d'éclater, livrant le pays à l'anarchie bolchéviste. »¹¹

Selon le commentateur du *Journal des Débats*, Franklin Bouillon se livra à une critique fort remarquée et parfois d'une ironie mordante de la politique étrangère du gouvernement français (27 mars). Dans son genre, on peut considérer comme typique la conception du président de la commission des Affaires Etrangères. Bien que beaucoup de choses aient été justes dans ses déclarations sur l'inconséquence de la politique étrangère française, il est beaucoup plus important pour nous de voir qu'il considérait la victoire de la révolution socialiste de Budapest comme la résultante non souhaitée et exclusive d'erreurs politiques et militaires commises par les Français, et qu'il ne lui vint même pas à l'esprit que les rapports de force intérieurs avaient pu jouer un rôle dans la chose. Pour l'essentiel, c'est dans la même ligne que s'inscrit l'intervention de Frédéric Brunet, bien que son argumentation ait été différente. Pour sa part, il prenait l'exemple de la Hongrie pour illustrer la thèse selon laquelle les peuples vaincus préfèrent avoir recours à la révolution plutôt que d'accepter les exigences trop dures qu'on leur impose. Brunet pressa le gouvernement de proposer à la conférence de paix des solutions permettant de dominer l'égoïsme national « pour arrêter la vague du bolchévisme, qui maintenant atteint la Hongrie, qui, demain, atteindra l'Autriche, et menace de tout emporter ».¹²

Mais c'est lorsque les représentants en vue de la fraction socialiste de l'aile gauche de l'hémicycle prirent la parole que le débat sur la politique étrangère devint réellement brûlant. (Jean Longuet se fit surtout remarquer pour ses interruptions, dans lesquelles il accusa le gouvernement d'avoir fait échouer les élections législatives hongroises.) L'interpellation du 26 mars de Marius Moutet mérite une grande attention à plusieurs points de vue. Pour ce qui est du personnage, disons qu'il était connu de l'opinion publique française depuis le printemps 1917, époque à laquelle il s'était rendu à Petrograd en compagnie de Marcel Cachin et d'Ernest Lafont afin

de faire obstacle à la signature d'une paix séparée entre les Allemands et les Russes. Du début de la guerre à 1928, il fit partie de la commission des Affaires Etrangères, et il eut en cette qualité accès à des informations et à des documents confidentiels, circonstance qui donne plus de poids encore au fait qu'il prit le parti de Károlyi. Moutet souligna que la Hongrie avait depuis novembre 1918 un gouvernement qui avait lutté contre la Triple-Alliance pendant la guerre, et dont les membres s'étaient courageusement déclarés partisans de l'Entente. « Ce gouvernement a été traité exactement comme les gouvernements antérieurs, comme les gouvernements impérialistes et autocratiques ». Moutet conclut que la France courait le danger de voir la Hongrie, l'Autriche, la Russie et peut-être l'Allemagne faire alliance contre elle, et ajouta qu'il doutait qu'il soit possible d'envoyer les prolétaires français combattre une révolution qui, en dépit de tous ses soubresauts, avait pour objectif la mise en place d'un régime basé sur la justice sociale. La gravité de la situation avait été mise en relief du jour au lendemain par les événements de Hongrie, et Moutet s'étonna de voir que le ministre français des Affaires Etrangères ne ressentait apparemment pas le besoin d'expliquer comment son fameux cordon sanitaire avait put se rompre.

A ce point de son allocution, Moutet revint à l'appréciation du rôle de Károlyi. Il s'indigna de l'attitude et du langage grossier dont avait fait preuve Franchet d'Esperey, dont il déclara qu'ils étaient en contradiction complète avec les traditions françaises. Répondant aux interruptions du président de l'Assemblée et des députés du gouvernement, qui lui rappelaient le rôle historique joué avant 1918 par une Hongrie représentée par le président du Conseil conservateur István Tisza, Moutet donna lecture à l'Assemblée d'un document inédit en hongrois : un rapport daté du 30 novembre 1917 sur les entretiens qu'avaient eu en Suisse le ministère avec Károlyi, rédigé par l'ambassadeur de France à Berne, Paul Beau :

« Le comte Károlyi est arrivé à Berne le jour où se terminaient les réunions préliminaires du congrès pour une paix durable. Il a marqué ainsi qu'il ne voulait pas y participer.

Il a, d'ailleurs, reconnu que telle était bien en réalité son intention. . . Dans les entretiens privés qu'il a eus ici, le comte Károlyi a tenu un langage sensiblement différent de ses déclarations publiques. Elles ont paru avoir surtout pour objet de faire connaître l'action que voulait entreprendre la Hongrie contre la domination allemande. D'après les informations qui ont été fournies, les propos du comte Károlyi peuvent se résumer ainsi : L'opinion austro-hongroise est très excitée contre l'Allemagne, et l'annonce d'une occupation de la Bohême par les troupes allemandes en cas de troubles ne fait qu'irriter encore les esprits.

C'est la même chose lorsqu'il s'agit de l'occupation de la Hongrie par d'autres moyens.

Malgré ce mécontentement général, l'Autriche-Hongrie, tenue militairement et administrativement par l'Allemagne, est dans l'impossibilité de se dégager ouvertement et de conclure une paix séparée. Mais elle est capable de créer à l'Allemagne les plus grands embarras et, peut-être,

de l'obliger à la paix. Dans tous les cas, l'Autriche-Hongrie pourra reprendre son indépendance au moment de la paix. Rappelant l'histoire de San Stefano et d'Algésiras, le comte Károlyi insiste sur ce que l'alliance du temps de guerre n'entraîne pas nécessairement l'alliance à la Conférence de la paix. Sans attendre ce moment, il prétend être en mesure de commencer une agitation de nature à gêner l'Allemagne, et c'est pour la réalisation de ce projet qu'il désirerait entrer en relations avec des hommes politiques représentant l'Entente.

Son plan consiste à organiser pratiquement en Autriche-Hongrie contre l'Allemagne une action analogue à celle que l'Allemagne a déterminée en Russie contre l'Entente avec l'aide des maximalistes. Il croit que, lorsque cette campagne qui est déjà préparée aura produit ses effets, il suffira de propositions de paix même vagues, venant si possible de l'Entente et au besoin de la Hongrie elle-même, pour que les Hongrois obligent l'Autriche à les accepter sans en prévenir l'Allemagne. Les difficultés qui suivraient ne pourraient modifier le fait accompli.

Il ajoute qu'il ne croit pas que ses projets soient réalisables avant trois mois.

Moutet lut aussi un autre document diplomatique pour étayer sa thèse selon laquelle les prises de position de la France pendant la guerre avaient été décidées par des hommes à courtes vues. Il s'agit en l'occurrence d'un télégramme envoyé le 5 décembre 1917 par l'ambassadeur de France à Rome, Camille Barrère, dans lequel celui-ci écrit que, bien que les vues de Károlyi l'aient intéressé personnellement, il ne considérait pour sa part pas avec une grande circonspection les offres de paix autrichiennes (sic): «Elles trahissaient certainement une lourde fatigue de la guerre et le désir de faire une paix à bon compte; mais il n'était pas possible de supposer que ces amorçages fussent entrepris à l'insu des Allemands, ni de douter qu'ils n'eussent lieu à leur instigation».

Désireux de convaincre à fond les députés, Moutet précisa aussi que Károlyi avait annoncé à l'Entente «dans d'autres pièces» que les Allemands s'apprêtaient à passer à l'offensive, comme cela avait effectivement été le cas lorsque leurs troupes attaquèrent au Chemin-des-Dames et parvinrent jusqu'à Château-Thierry. Moutet accusa le ministre des Affaires Etrangères d'avoir fait payer aux Français par la destruction de territoires considérables et par la mort de près de 400 000 soldats le fait qu'il n'avait pas tenu compte de l'avertissement de Károlyi.

Pichon prit alors la parole, et on put assister à un duel oratoire entre le ministre et le député socialiste. Pichon déclara qu'il n'avait jamais promis à la Hongrie qu'elle pourrait maintenir ses frontières historiques au détriment des alliés de la France, et que les négociations menées avec Károlyi n'avaient jamais été sérieuses. La Roumanie et la Serbie devaient obtenir toute satisfaction. La continuité de la politique française ne pouvait être mise en question, poursuivit-il, «car malgré la tentative actuelle de la Hongrie, nos alliés, contre lesquels elle est faite, auront, je vous assure, une entière satisfaction». Moutet ne se déclara pas satisfait de la réponse du ministre, qu'il qualifia de déclaration à courtes vues; il traita

son attitude de parfaitement inactive, et exprima de la manière suivante la situation qui s'était créée en Europe: «Vous êtes menacés d'une alliance austro-hongroise, russe et allemande. Si ces nations refusent d'obéir à vos suggestions, sera-ce à nouveau la guerre? En face de cette perspective, quelle est votre politique et quelle est votre force? Vous n'avez pas répondu.»¹³ A ce point, le président de l'Assemblée déclara que le débat, devenu par trop gênant, était clos. Le fait qu'un politicien de l'Entente ait fait si chaudement l'éloge de Károlyi est pratiquement unique dans les annales.

Deux jours plus tard, le 28 mars, les interpellations sur la politique étrangère poursuivirent. Cette fois, c'est l'allocution de Pierre Renaudel qui fut la plus remarquée. L'orateur introduisit un nouvel élément dans le débat en évoquant la Commune de Paris, qui avait selon lui constitué, outre l'expression de l'exigence du progrès social, une révolte du sentiment national contre l'impuissance du gouvernement bourgeois. Il déclara que c'était exactement ce qui s'était passé en Hongrie, en Ukraine, et avant tout à Odessa. Se référant à un rapport reçu d'un certain Margaine, qui avait fait le point de ses observations sur la situation hongroise en se basant sur les comptes rendus des journaux allemands, Renaudel s'efforça de prouver que l'opinion hongroise était favorable à l'Entente, soulignant que la confiance avait fait place chez elle à la désillusion à la suite de l'avance des troupes roumaines, serbes et tchécoslovaques et de leur occupation d'une partie importante du pays. Tout comme Longuet, il accusa le gouvernement français d'avoir mis obstacle à l'organisation des élections législatives. A propos de cette question, Renaudel ne se contenta pas d'informations de seconde main. Il donna lecture d'une note qui lui avait été remise quelques semaines plus tôt par le chef du parti social-démocrate hongrois, Zsigmond Kunfi, lorsque les deux hommes s'étaient rencontrés lors de la conférence des partis socialistes à Berne. Aux termes de cette note, le gouvernement hongrois «a adressé, par l'intermédiaire de la commission de l'armistice française, à Paris, la demande de rendre possibles en Hongrie des élections générales pour une assemblée nationale. Le gouvernement a reçu une réponse négative, argumentant que des élections faites à présent provoqueraient de graves troubles intérieurs. Cette réponse ne nous est pas parvenue directement de Paris, mais de la part du gouvernement de l'armée de l'Est, de la part du général Henrys.

Cette allégation n'est pas conforme à la politique anti-bolchéviste de l'Entente, car, après une révolution, c'est seulement l'assemblée nationale qui peut poser les fondements sûrs d'un ordre nouveau dans le pays. S'il nous est impossible de faire les élections pour cette assemblée nationale, il ne nous reste que la ressource de convoquer à nouveau l'ancien parlement avec son immense majorité du parti Tisza, germanophile et responsable de la guerre. Et si le pays, où l'ancien régime n'avait aucune racine, n'acceptait pas ce parlement, inévitablement, par l'horreur du vide, se formeraient des soviets et des conseils militaires.»¹⁴ La dernière phrase du mémorandum de Kunfi fut hautement approuvée par les députés de gauche. Renaudel acheva son exposé de la question hongroise en disant

que cette prévision s'était réalisée du fait que le gouvernement français avait rendu impossible dans cette zone la mise en œuvre de toute initiative démocratique.

On peut trouver un dénominateur commun aux prises de position socialistes présentées jusqu'ici à plus d'un point de vue. C'est ainsi que toutes condamnent la politique étrangère à courte vue de la France et le fait que le ministère n'a pas tenu compte du sentiment national hongrois, et les orateurs prennent nettement position, Moutet en tête, en faveur de Károlyi, dont ils démontrent documents à l'appui la sympathie pour l'Entente et les services rendus aux alliés. Mais ces interpellations ont encore ceci de commun qu'elles rejettent la dictature du prolétariat. Ce n'est pas un hasard si Renaudel a fait remarquer, à l'adresse de Pichon, que pas un seul bolchévique n'avait sa place dans l'hémicycle. En ceci, cependant, il se trompait. Il y avait là un député à qui ses interventions virulentes, sa condamnation de l'intervention militaire française en Russie et, plus généralement, son attitude toute entière conféraient une place à part dans ce débat: Marcel Cachin. Ce même Marcel Cachin qui était allé à Petrograd en 1917, après la victoire de la révolution de février, en étant partisan de la poursuite de la guerre, et qui était rentré en France converti à l'idée de la révolution socialiste par ce qu'il avait vu en Russie. Au commencement du débat de politique étrangère de l'Assemblée, le 24 mars, il tint à dire ce qu'il avait vu en Russie deux ans plus tôt. «L'ensemble de la Russie est contre l'expédition faite par vous, monsieur Pichon», déclara-t-il, et de souligner que la France n'avait pas adressé de déclaration de guerre à la Russie révolutionnaire, que le gouvernement n'avait pas consulté le parlement, pas plus que le peuple, et donc que cette action militaire était tout entière contraire à la constitution. C'est en analysant l'arrière-plan et le déroulement des événements du Sud de la Russie, qui intéressaient surtout le public, que Cachin en arriva dans son allocution à la question hongroise. En examinant son intervention dans l'optique du chercheur, on s'aperçoit qu'il s'appuya dans ses déclarations sur les articles largement répandus du *Pester Lloyd*¹⁵, dont il ressort selon lui clairement que le tzar avait trahi la France, son alliée, en tentant de conclure de son côté une paix séparée (à la fin de 1916). Le poids de ses paroles n'est bien sûr pas autant accru par la connaissance dont il faisait preuve des antécédents de cette problématique que par le fait qu'il était l'unique membre du parlement français qui ait pris sans atermoiements et sans réserve la défense de la révolution russe et de la révolution socialiste hongroise qu'elle avait entraînée dans son sillage. Il fut le seul à se rendre compte d'un fait fondamental, à savoir que ces révolutions n'étaient pas des contingences découlant d'erreurs commises par les politiciens et les militaires, mais avaient éclaté par suite d'un mouvement social qui devait nécessairement se produire. «Voici que 120 millions d'hommes se sont levés contre l'ancien ordre de choses qui jamais plus ne reviendra chez eux, et qu'ils s'efforcent de construire un monde nouveau.

Voici le centre de l'Europe qui les suit peu à peu dans cette voie de la révolution. Hier, c'était la Hongrie qui se donnait un pouvoir du même

ordre que celui de la Russie. Demain, ce seront tous les peuples entourant la Russie et sur lesquels vous placez des espérances qui seront l'une après l'autre démenties. »

Mais les interventions de Cachin à l'Assemblée ne se limitèrent pas au mois de mars. Mentionnons en passant que lors de la session du 26 août, c'est la sienne que le président de l'Assemblée mentionna en premier : « Interpellation de M. Marcel Cachin, sur le rôle de la France dans les événements récents de Hongrie, en particulier sur le choix de l'archiduc Joseph comme curateur de ce pays »¹⁶. Un autre député socialiste, Ernest Lafont, posa dans son interpellation la question de savoir dans quelles conditions le gouvernement se montrerait prêt à lever le blocus de la Russie. Le ministre des Affaires Etrangères, Pichon, qui avait déclaré au mois de juin déjà qu'il ne considérerait pas d'actualité de soumettre à une discussion globale la politique étrangère suivie par la France dans cette région du continent, proposa alors que l'Assemblée et le Sénat n'examinent ces deux interpellations qu'après le débat sur le traité de paix. La motion d'ajournement fut acceptée sans discussion par la Chambre. Si nous ne contestons pas la justesse objective que recèle la position de Pichon, en l'occurrence le fait que les problèmes soulevés représentaient une partie (très importante) seulement de la problématique du traité de paix, il ne fait cependant pas de doute qu'il n'amassa pas les lauriers au cours de ce débat ; en effet, les critiques que lui adressèrent et les représentants de la bourgeoisie et les députés socialistes remettaient en fait en question le sens même et l'efficacité de sa ligne de politique étrangère, et il est donc raisonnable de penser qu'il y allait de son intérêt personnel de mettre fin au plus tôt à ces attaques. Par suite de la clôture du débat, l'interpellation de Cachin ne put avoir lieu.

En Grande-Bretagne, la nouvelle de la proclamation de la République hongroise des Conseils éveilla chez les députés une réaction en gros comparable à celle de leurs collègues français, mais en observant de plus près le contenu des interpellations faites à la Chambre des Communes, on découvre quelques différences essentielles. Commençons par celles-ci. Tandis qu'à Paris les fronts se dessinèrent pratiquement tout de suite et que la discussion de principe de la question hongroise était en fait terminée fin mars, il fallut attendre à Londres le 27 mars pour qu'ait lieu la première interpellation à ce sujet, après quoi le silence fut gardé pendant plusieurs semaines sur la question hongroise. Ce n'est qu'en mai que les différentes positions se heurtèrent, permettant d'avoir un aperçu des vues de l'opinion britannique sur le passé et le présent d'un pays pour elle fort lointain. En juin et juillet, on assiste à quelques déclarations isolées. Au cours de la première quinzaine d'août, l'inquiétude provoquée par l'avantage pris par la contre-révolution, les alternatives de l'évolution de la politique intérieure et le sort de la démocratie bourgeoise réveilla l'intérêt des législateurs britanniques. Pour notre part, nous voyons dans ce déphasage par rapport aux réactions des députés français une nouvelle preuve d'une conclusion que l'on peut considérer comme plus ou moins unanime dans la littérature spécialisée, à savoir que durant la période qui alla de l'armistice à la signature du traité de paix, la politique étrangère britannique se désintéressa des territoires situés au

Nord de Belgrade, et qu'elle se concentra sur la garantie de la voie fluviale danubienne.

L'autre différence essentielle par rapport à la réaction française réside dans le ton employé: dans la majorité des cas, la discussion resta en Angleterre assez tiède. Conformément à une tradition séculaire, les «honorable and gallant gentlemen» («honorables et courtois gentilhommes») de la Chambre des Communes se limitèrent généralement à de brèves questions à l'adresse du ministre Bonar Law ou de Harmsworth, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, leur demandant par exemple s'ils avaient décidé de lever le blocus de la Hongrie, si le ministère des Affaires Etrangères était en mesure de donner à la Chambre des informations sur les bruits courant sur la pression exercée sur le gouvernement révolutionnaire hongrois par des troupes alliées, s'il était vrai que les télégrammes envoyés de Hongrie aux rédactions de la presse anglaise étaient soumis à la censure, s'il y avait ou non guerre entre les alliés et les Hongrois, etc. Les réponses des intéressés, tout aussi laconiques que les questions posées, trahissent le plus souvent une information déficiente et évitent de répondre directement. Tout comme ses collègues français, Harmsworth qualifia d'inopportun un débat général sur la question hongroise (le 7 août), au moins après consultation avec les chefs de la Chambre des Communes.

Enfin, il nous faut parler de celui qui fut à la base et au coeur de tout le débat à la Chambre, le colonel Wedgwood. Celui-ci portait un intérêt tout particulier à la Hongrie. La littérature spécialisée hongroise a connaissance des liens familiaux de Josiah Wedgwood — député d'abord libéral puis (à partir de 1919) travailliste de Newcastle — avec la Hongrie (son gendre, János Békássy, était hongrois), et du fait qu'il se rendit en 1920 en tant que chef d'une délégation syndicale et travailliste britannique à Budapest, où il eut des entretiens à la suite desquels il écrivit un rapport sur la terreur blanche.¹⁷ Le procès-verbal de la session du 7 août de la Maison des Communes nous révèle cependant un détail jusqu'ici inconnu: lorsque Wedgwood se rendit en Hongrie en 1920, il n'en était pas à son premier voyage dans le pays. «*I have recently had the advantage of visiting Hungary. I spent only seven days in that country, but travelling through the country districts, and in Buda Pesth I saw a great deal of the dictatorship, of the proletariat in that country*»¹⁸. Wedgwood considérait de son devoir de rendre compte de ses impressions aux autres députés, car rares étaient ceux d'entre eux qui avaient eu l'occasion de se rendre compte personnellement de la nature de cette «nouvelle forme de gouvernement». Etant donné que le colonel ne mentionne pas de date précise, il est vraisemblable que son voyage en Hongrie se situa dans les dernières journées de la République des Conseils ou tout au début du mois d'août. (Nous reviendrons plus loin sur son opinion sur le pouvoir ouvrier; pour l'instant, nous voulons seulement préciser le fait qu'il en eut une expérience personnelle.)

Si l'on peut dire des interpellations de Wedgwood au gouvernement qu'elles sont condensées et concrètes — c'est ainsi qu'il demanda le 5 mai à Harmsworth si celui-ci pourrait donner à la Chambre, éventuellement

après consultation avec Paris, sur l'attentat (*assassination*) perpétré contre la révolution hongroise... —, c'est un autre militaire, le capitaine de corvette (*lieutenant-commander*) Kenworthy, qui eut recours à une approche historique de la problématique hongroise. Celui-ci parla longuement dans son intervention du 15 mai de la lutte pour l'indépendance menée par le peuple hongrois en 1848 et des mérites du «grand chef de la nation», Lajos Kossuth, attribuant à tort au gouvernement révolutionnaire l'intention de démanteler le système des latifundia et d'attribuer des terres à la paysannerie. Faisant allusion à la Grande-Bretagne, il déclara: «*the whole of this country, in 1848, and subsequent years, had the greatest sympathy with the Hungarian people in their struggle for freedom against Germany*»; il passa ensuite à la question de la fondation en Hongrie d'un parti indépendant et, parlant de Károlyi, qui était alors à la tête du parti en question, il dit: «*the present leader is one of the first noblemen, not only in Hungary, but in all Europe*». L'orateur condamna le règne de l'oligarchie hongroise et l'oppression des ethnies entre 1866 et 1906; en 1906, précisait-il (faisant à nouveau erreur), Károlyi avait formé un gouvernement qui avait invité les membres du «Club des 80» à se rendre en Hongrie, afin d'encourager l'établissement de bons rapports entre la Grande-Bretagne et la Hongrie.¹⁹ Après que la guerre mondiale ait éclaté, «*Károlyi and his party in Hungary were professed open and avowed pro-English and pro-French*», et ils étaient prêts à signer une paix séparée avec l'Entente. Lorsqu'un gouvernement libéral fut formé sous la direction de Károlyi fin 1918, celui-ci avait suggéré que la Hongrie soit occupée par des troupes françaises ou britanniques de l'Entente, mais «*the answer of our diplomatists and politicians was to encourage the Roumanians, the Jugo-Slavs, and the Czechs to advance upon Hungary*». Selon Kenworthy, Károlyi reconnaissait le droit des nations à l'autodétermination, mais il voulait que ce soit Paris qui tranche dans cette question extrêmement importante, et il était prêt à se soumettre à la décision que prendraient les Français. Il protesta contre l'occupation du pays, mais personne ne fit attention à lui. Kenworthy ne voulait pas traiter des atrocités soi-disant commises en Hongrie par le gouvernement des Conseils, dont la presse britannique s'était gargarisée. Il conclut son allocution en ces termes: «*The fact that there is a Government there on Soviet lines, and that there is a civil war in Hungary, cannot be disguised, but the circumstances of that distressed country are directly due to our bungling, our lack of sympathy, our lack almost of knowledge of the pro-Entente Liberal Government in Hungary, friendly to us right through the War*».²⁰

Comme il ressort de ce discours en partie résumé et en partie cité textuellement, la position et les arguments de Kenworthy sont en accord, pour ce qui est de l'essentiel, avec l'attitude et la conception de Moutet et des autres députés «pro-hongrois» de l'Assemblée Nationale française. Il n'est cependant pas superflu de se demander si Kenworthy, qui faisait preuve d'une partialité indubitablement bienveillante à l'égard du peuple hongrois, fut compris par ses collègues de la Chambre des Communes... Dans cet ordre d'idées, l'élément le plus intéressant pour nous est l'allocution prononcée le même jour (le 15 mai) par F. C. Thomson, dont l'attitude

est caractéristique. Thomson ne cacha pas qu'il avait trouvé passionnantes les considérations de son collègue sur l'histoire hongroise, mais il contesta résolument son affirmation selon laquelle l'opinion hongroise aurait fourni un terrain propice à un passage du côté des alliés. « *One or two odd men here and there might make pro-Entente speeches, and might express an academic admiration for the British Constitution* », déclara-t-il, mais cela ne suffisait pas à modifier la situation fondamentale, à savoir que la grande majorité de l'opinion aurait persisté dans son soutien des Allemands. Thomson ne partageait pas non plus entièrement le respect de Kenworthy pour Kossuth. S'il reconnaissait qu'il avait été en 1848 l'un de ceux qui avaient combattu pour l'indépendance du pays, il ajoutait : « *On the other hand, he represented a very narrow idea, the idea of Magyar ascendancy and repression, and now here has there been an ascendancy more ruthless and cruel than in Hungary* ». ²¹ Nous citons textuellement cette phrase parce que, d'une part, même les députés français les plus extrêmes dans leurs opinions ne parlèrent de Kossuth, à aucun moment dans le débat parlementaire sur la Hongrie, sur un tel ton de blâme, et d'autre part parce qu'il est fort peu vraisemblable que Thomson ait été le seul membre de la Chambre des Communes à condamner ainsi Kossuth et la Hongrie. Ce genre de déclarations, qui font supposer que l'opinion britannique était nettement anti-hongroise, durent jouer un grand rôle dans la condamnation générale du pays au cours des années qui suivirent directement la première guerre mondiale.

Il nous reste à parler de l'opinion que se fit de la situation hongroise notre unique témoin oculaire anglais, le colonel Wedgwood. Nous ne savons pas exactement où il se rendit et qui furent ses informateurs. Dans son intervention du 7 août, en effet, il se contenta de dire que tous ceux avec qui il avait eu l'occasion de parler s'étaient montrés amicaux et avaient exprimé leur respect pour la Grande-Bretagne à travers sa personne. Pour ce qui est de l'essentiel, c'est à dire des causes de la proclamation de la République des Conseils, il était d'avis que celles-ci ne résidaient, ni dans une aspiration de la majorité du peuple au communisme, ni dans la diffusion de la doctrine marxiste. Selon lui, la révolution avait été amenée par la famine qu'avait connue la population — atteignant désormais deux millions de personnes — de Budapest pendant la guerre et par un chômage touchant des masses très importantes. Wedgwood établit un schéma surprenant : s'il faut l'en croire, les six millions d'habitants de la province hongroise avaient amplement à manger, tandis que deux millions de budapestois mouraient de faim et ne parvenaient pas à fabriquer les produits qu'ils auraient pu vendre en échange de denrées alimentaires ! « *If I or any Member of this House had been an autocrat in Buda Pesth after this War and had got the problem of how to feed 2,000,000 people who produced nothing to exchange for the food for the country districts, I do not know what other way we could have found except a dictatorship of some form or other* ». Un autre point encore de cette allocution fort longue : la manière dont l'orateur y juge le gouvernement Peidl. Le gouvernement syndical formé le 1er août 1919 après la démission du gouvernement de la République des Conseils, dont le chef était Gyula Peidl, ne connut que six jours d'existence,

puisqu'il fut renversé le 6 août par les contre-révolutionnaires, avec l'appui de l'armée roumaine, qui fit son entrée à Budapest. « *The new Government that was formed was a move in the right direction. They had moved to the right, and they had established there now, or had established up to-day, a form of Labour Government which was exactly what I hoped for when I was in that country* ». ²² Le député travailliste était fermement convaincu de ce que le gouvernement britannique avait le devoir de soutenir par tous les moyens ce régime selon lui démocratique, faute de quoi l'on assisterait à un virage à droite encore plus prononcé, dépassant même les objectifs des contre-révolutionnaires hongrois en exil, auquel cas la Grande-Bretagne devrait intervenir dans des conditions encore plus mauvaises — par suite de l'instabilité de la situation politique intérieure de la Hongrie.

Wedgwood, qui était également passé par Vienne, était aussi le porte-parole des hommes d'affaires britanniques qui investissaient des capitaux en Autriche et en Hongrie, mais ses collègues de la Chambre n'en accueillirent pas pour autant ses suggestions avec plus de chaleur.

En dernière analyse, la comparaison des débats que suscita la question hongroise à Paris et à Londres met en relief, beaucoup plus que des divergences de vues par ailleurs non négligeables, des concordances essentielles. Rarissimes étaient dans les deux parlements ceux qui réalisèrent — grâce à des relations avec la Hongrie d'un genre ou d'un autre — que la Hongrie était dans une situation grave et qui s'efforcèrent d'étayer par des documents ou par des analyses historiques (non exemptes d'erreurs matérielles) leur aspiration à une politique étrangère tenant compte des réalités. Cependant, la majorité des députés et, surtout, les membres du gouvernement, réagirent en rejetant leurs arguments ou en les sous-estimant, pour soutenir pratiquement sans réserve les exigences avides des classes dirigeantes des Etats successeurs entourant la Hongrie, en accord avec leurs engagements préalables. Pour la postérité — du moins à notre sens —, le résultat effectif du débat est moins intéressant que l'image de la Hongrie qui se dégage des déclarations des députés « pro-hongrois » et de leurs adversaires, ou que l'enrichissement spirituel que représente la publication de sources historiques jusqu'ici inédites.

Au plan qualitatif, les réactions des politiciens allemands à la prise du pouvoir intervenue à Budapest doivent être jugées autrement. ²³ Continuons à suivre la même méthode, et laissons la parole aux sources de l'époque. En effet, celles-ci suggèrent des conclusions allant de soi, sans qu'il soit besoin de l'intervention de l'historiographe. L'article au titre révélateur (« L'exemple hongrois ») du *Kommunistisches Wochenblatt* (portant en sous-titre la mention « *Organ des Propagandaveroin für Internationalen Kommunismus* ») pourrait être résumé ainsi: la révolution mondiale a fait un nouveau pas en avant — « *die Ungarische Räterepublik hat den innigen Anschluss an das Russland der Sowjets vollzogen* ». ²⁴ L'auteur de l'article compare l'Allemagne et la Hongrie et attribue la palme à cette dernière car, alors que le gouvernement « socialiste » de l'Allemagne n'avait pratiquement rien fait depuis le 9 novembre 1918 pour mettre en place des réformes sociales, la République hongroise des Conseils

avait édicté en l'espace de quelques jours d'existence de nombreuses lois visant à une transformation sociale profonde. (Il importe de faire remarquer ici cet article, bien qu'il cite les gouvernements de conseils hongrois et russes en exemple à la classe ouvrière allemande, met en même temps ses lecteurs en garde contre une simplification qui ferait considérer toutes les décisions de ces gouvernements comme justes, et surtout qui pourrait faire penser que leurs mesures pourraient être aussitôt et sans plus appliquées en Allemagne aussi).

Poursuivons notre examen des réactions allemandes aux événements de Budapest, et arrêtons-nous aux souvenirs de l'un des dirigeants de la République Bavaroise des Conseils, Erich Mühsam. « *Am 21 März schlug die Nachricht von der Ausrufung der Räterepublik in Ungarn wie eine Bombe ein. Die Begeisterung des Proletariats war überschwenglich. Der Name Béla Kun wurde neben denen Lenins und Trozki zum Kampfruf für die Massen. Die Versammlungsredner fanden mit dem Appel zur Nacheinferung des ungarischen Beispiels jubelnde Zustimmung. Vor der Bourgeoisie tauchte erst jetzt das Gespenst der Räterepublik als unmittelbare leibhaftige Drohung auf* ». ²⁵ Nous pourrions étayer cette affirmation de Mühsam par de nombreux exemples, car les organes de la presse bourgeoise consacreront article sur article au « spectre rouge » en question. Mühsam conte également dans son livre une histoire peu commune qui eut pour protagoniste Otto Neurath, le commissaire à la socialisation du gouvernement Hoffmann, qui s'efforça de contenir la montée de la révolution bavaroise. A un meeting, Neurath proposa le plan suivant : le gouvernement bavarois attribuerait un territoire important aux communistes, les pourvoierait de tous les moyens nécessaires et leur offrirait un million de marks, afin qu'ils essaient leurs idées dans la pratique. Mühsam répondit que la transplantation en province de quelques milliers de communistes ne suffirait pas à venir à bout de l'opposition communiste devenue si gênante en Bavière, et que ce projet ne pourrait entrer en ligne de compte que si le territoire en question était reconnu comme autonome par le gouvernement, si ses habitants n'étaient pas soumis aux lois capitalistes bavaroises, s'ils avaient le droit de porter des armes et s'ils avaient la possibilité d'envoyer leurs propres représentants diplomatiques, non seulement à Munich et à Berlin, mais aussi en Russie et en Hongrie... A notre connaissance, il n'existe pas dans l'histoire du communisme d'autres exemples de propositions aussi bizarres. L'absurdité de la proposition de Neurath n'est pas à démontrer, mais le simple fait qu'un tel projet ait pu être proposé et — en approchant la question sous l'angle opposé — que Mühsam et ses amis aient pu prendre la chose au sérieux montre avec éloquence d'une part quel attrait exerçait le communisme en 1919, et d'autre part à quels extrêmes désespérés les forces bourgeoises eurent recours pour écarter le péril mortel qui les menaçait. ²⁶

Par la suite, l'exemple hongrois continua d'être cité par la presse révolutionnaire allemande, bien que la situation de cette dernière ait été rendue extrêmement difficile par la politique du gouvernement social-démocrate de droite. On peut par exemple lire dans une note en bas de page

se rapportant à un article sur le congrès des Conseils hongrois du numéro du 7 juillet de *Kommunistische Räte-Korrespondenz* que la rédaction s'est vue dans l'obligation de reprendre le compte rendu du *Volksrecht* de Zurich, «*da leider unsere deutschen Beziehungen mit Ungarn im Reiche von Ebert und Noske nicht geduldet werden*». ²⁷ En vue d'une information la plus diversifiée possible, il faut aussi tenir compte de sources rares telles qu'une brochure parue en 1919 et ayant pour auteur Karl Kreybig. A son arrivée à Berlin le 29 avril, l'auteur écrit: «*fand ich eine vollkommene Unkenntnis über die ungarischen Verhältnisse*». ²⁸ Nous avons déjà souligné dans une autre étude ²⁹ que lorsqu'il est question des échos en Allemagne de la révolution socialiste hongroise, la littérature historique ne met pas suffisamment l'accent sur un fait pourtant essentiel, à savoir que c'est uniquement et exclusivement dans le cas de la Bavière que l'on est témoin chez les communistes et les sociux-démocrates d'une tentative résolue de tirer les enseignements des événements du 21 mars pour les appliquer à leur propre situation, et qu'ils furent les seuls à aller plus loin que l'enthousiasme général manifesté ailleurs aussi et à vouloir établir des relations solides avec la République hongroise des Conseils. Munich et Budapest présentent aussi ceci de commun que les perspectives d'une révolution européenne y furent envisagées dans une optique très voisine. «*Vielleicht lasse sich die Räterepublik so lange halten, bis die kommunistische Revolution auch in Österreich gesiegt habe und sich ein revolutionär Block Österreich-Ungarn-Bayern bilden könne*» ³⁰; ce raisonnement coïncide presque mot pour mot avec celui que tint Béla Kun dans ses déclarations. ³¹

En résumé, nous pouvons établir que, contrairement à la Grande-Bretagne et à la France, où agitation provoquée par la question hongroise se limita pour l'essentiel au parlement et trouva son expression dans une condamnation virulente de la politique étrangère du gouvernement, les choses se passèrent tout à l'opposé en Allemagne, pays vivant en état de révolution permanente: le renforcement de la démocratie toute neuve de Weimar dépendait dans une large mesure de sa réussite à éliminer de la politique intérieure du pays l'idée devenue incontestablement populaire auprès des masses d'un gouvernement de conseils (et à éliminer celui-ci là où il s'en était créé un, en Bavière), ce qui fait qu'en Allemagne, l'attitude à prendre par rapport à la République hongroise des Conseils impliquait un choix immédiat entre la démocratie bourgeoise et le régime socialiste. C'est la seule explication au fait que la question hongroise ne provoqua pas de débats au parlement de Weimar et que les députés partageaient — apparemment — entièrement le point de vue de Philipp Scheidemann, que nous allons exposer.

Lors de la session du 10 avril du parlement de Weimar, Scheidemann décrivit dans un long discours la situation grave dans laquelle se trouvait le pays; il se lança dans une violente diatribe contre les grèves qui se succédaient sans discontinuer et contre le «putschisme», qui se répandait comme une trainée de poudre, puis il poursuivit: «*... in dem Augenblick, in dem unser aller Ziel neben Brot nur Friede und nichts als Friede sein kann, vollzieht sich in München ein neuer Umsturz, wird*

in München die Räterepublik ausgerufen... wird in München ein Schutz- und Trutzbündnis proklamiert mit den ungarischen und russischen Räterepubliken, mit der ausgesprochenen Front gegen die übrige Welt! Meine Damen und Herren! Nicht das Vaterland, nicht die Regierung, aber der Friede ist in Gefahr.»³² Et d'étayer ses dires en citant la conception qu'avait Lénine de la guerre civile, l'appel de Radek à une lutte commune au bord du Rhin contre l'Entente, l'alliance de la République des Conseils de Munich avec Budapest et Moscou, et enfin la décision du congrès du KOMINTERN sur la diffusion de l'idée de révolution...

Ce n'était pas la première fois que Scheidemann entraînait en lice contre les soviets. Lors du congrès des conseils ouvriers et militaires tenu à Berlin en décembre 1918, il avait purement et simplement contesté la nature de doctrine politique déterminée du bolchévisme et l'avait qualifié sommairement de conséquence politique erronée. A son avis, tous ceux qui pouvaient se targuer d'une pensée et de sentiments démocratiques oeuvraient à ce que soit formée au plus tôt une assemblée nationale. Il faut d'ailleurs dire que la grande majorité des délégués du premier congrès des conseils allemands condamnaient de même la révolution russe, dans laquelle ils ne voyaient que la tentative désespérée d'une minorité; on peut considérer comme une exception le hambourgeois Heinrich Laufenberg, qui déclara dans son intervention que le bolchévisme était un phénomène historique de grande envergure, qu'il s'agissait, non pas d'invectiver, mais d'expliquer.³³ Mais c'est l'attitude de «Son Excellence Monsieur Scheidemann» quidevait imprimer son sceau à toute la réunion.³⁴

A Weimar, Scheidemann attira l'attention des autres députés sur le fait que se tenait à Berlin, parallèlement à la session du parlement, une autre conférence importante: le IIe Congrès des Conseils Ouvriers, Paysans et Militaires d'Allemagne, qui eut lieu du 8 au 14 avril. Il souligna qu'il y avait beaucoup à attendre des résultats du congrès des conseils. Il paraît donc naturel, à ce stade de la recherche, de voir si la question hongroise fut abordée lors du IIe Congrès des Conseils et, si oui, sous quelle forme.

Avant toute chose, disons brièvement qui étaient ceux qui participèrent à cette conférence et quels furent les facteurs qui influèrent sur ses travaux. Outre la délégation numériquement la plus importante (146 personnes) des sociaux-démocrates et celle des indépendants (USPD — 56 membres), la fraction militaire envoya 26 délégués à la réunion, le Parti Démocrate en envoya 13, les Conseils des Paysans et des Agriculteurs 10 et le Parti Communiste Allemand 1. En outre, 9 socialistes venus d'Autriche allemande et un communiste allemand de Russie assistaient aux travaux à titre d'observateurs. On reste frappé de voir qu'à l'exception d'un seul et unique délégué, le mineur Anton Jadasch, personne ne représentait le mouvement communiste allemand, ce qui ne correspondait de toute évidence pas aux rapports de force réels. On peut trouver une explication à ce phénomène dans la lettre adressée au congrès par Karl Radek, qui avait été arrêté pour usage de faux papiers. Il révèle dans ce message que les délégués à ce congrès qui se trouva contraint de supporter le poids de l'état d'exception avaient été élus dans des conditions telles qu'elles excluai-

ent dès le départ la participation des communistes. Mais la déclaration écrite du secrétaire du Conseil Ouvrier et Militaire Allemand de Pétersbourg, Otto Hertz, est plus révélatrice encore de l'atmosphère qui régnait dans la salle de réunion. Nous y apprenons que par suite d'un incident qui se produisit lors d'une séance, il lui fut impossible de fournir des informations objectives sur les efforts mis en oeuvre en vue d'établir de bonnes relations entre le gouvernement russe des soviets et la république socialiste allemande. Hertz mentionne également dans sa déclaration le fait que les participants du congrès eurent à son égard une attitude pour le moins inamicale.

C'est le viennois Franz Hoffmann qui fit le premier une allusion indirecte à la Hongrie. En considérant les relations de l'Allemagne et de l'Autriche, il conclut que, tandis qu'en Allemagne, c'était le peuple révolutionnaire lui-même qui avait changé l'ordre social de l'Etat dans le cadre d'une transformation politique de grande envergure, ce changement avait plutôt été provoqué en Autriche par les événements qui s'étaient produits dans les pays voisins. La question hongroise fut placée au centre des préoccupations par un membre du Parti Social-Démocrate Indépendant, Otto Brass, qui proposa d'envoyer un télégramme de félicitations aux républiques des conseils de Bavière et de Hongrie. Le débat qui s'ensuivit ne peut être compris que si l'on cite littéralement le texte proposé par Brass : *« Der zweite Rätekongress zu Berlin sendet der Räterepublik Bayern brüderliche Grüße. Er hofft, dass es der neuen Räterepublik gelingen wird, alle Widerstände zu überwinden, und dass bald der Umschwung in ganz Deutschland ihr Werk vollenden wird »*.

Le texte de l'autre télégramme se présentait comme suit : *« Der zweite Rätekongress zu Berlin sendet dem Proletariat der Republik Ungarn brüderliche Grüße »*.

La discussion fut lancée par celui qui prit la parole après Brass, Hermann Müller, membre du Conseil Central. Müller proposa de rejeter les deux motions, sous prétexte que le débat sur le système des conseils ne figurait qu'au deuxième point de l'ordre du jour et que l'envoi de ces télégrammes équivaldrait à une acceptation anticipée du système des conseils, ce dont il ne saurait être question. (En effet, l'intervention de Hoffmann et celle de Brass eurent lieu le jour même de l'ouverture des travaux, le 8 avril!). Le délégué indépendant Kurt Rosenfeld se prononça en faveur de la motion de Brass, et il déclara ouvertement qu'il était partisan du système des conseils, déclaration qui fut accueillie avec une vive approbation par les participants de gauche, tandis que ceux de droite protestaient énergiquement. Comme l'exprima Rosenfeld, *« wollen Sie anerkennen, dass die Arbeiterschaft in Bayern und in Ungarn gesiegt hat, wollen Sie Ihre Sympathien mit der bayerischen und ungarischen Arbeiterschaft zum Ausdruck bringen, dann müssen Sie diese Telegramme absenden »*³⁵. Les membres du parti démocrate rejetèrent la motion de Brass au nom de la « démocratie pure » exercée par le canal de représentants du peuple élus au suffrage universel, égalitaire, secret et direct, et reposant sur la volonté du peuple tout entier. Il y eut aussi quelques réactions comme celle du hambourgeois Friedrich Sickert, qui déclara d'un ton moqueur que ces messieurs les dé-

mocrates n'étaient pas en mesure de donner leur accord, et qui se déclara solidaire, au nom des ouvriers, de ceux qui avaient eu le courage de sauter d'aujourd'hui à demain. Mais pour la majorité des participants, c'est la proposition faite par un membre du Conseil Central, Max Cohen, qui parut la plus acceptable. Celui-ci déclara qu'il fallait faire une différence entre les deux télégrammes. S'adressant à Rosenfeld, il précisa que lui et ses amis ne souhaitaient pas un passage à la « république des conseils pure » ; autrement dit, c'est la seconde moitié du texte proposé qui lui déplaisait. Il proposa par contre d'accepter le télégramme à la Hongrie. Il ressort on ne peut plus clairement des ripostes des opposants et surtout du texte des télégrammes cité plus haut en quoi consistait la raison véritable de la différenciation entre la Bavière et la Hongrie. Les félicitations à la république rouge de Munich signifiaient un engagement politique, tandis que le télégramme adressé à Budapest était si bref et son texte si général qu'il était acceptable pour les représentants de toutes les nuances politiques. Et c'est bien ainsi que les choses se passèrent. A quelques voix contre près, les délégués décidèrent d'envoyer ledit télégramme à Budapest. (Il y eut cependant une petite modification : dans le texte définitif, le mot « république », par trop insignifiant, fut remplacé par « République hongroise des Conseils »). Mais le « télégramme bavarois » n'arriva jamais à destination, car la question fut ajournée. Cette décision illustre bien la tactique de temporisation de ceux qui voulaient attendre de voir comment évolueraient les choses en Allemagne du Sud.

Il n'est pas facile de faire le bilan des débats parlementaires que suscita la question hongroise en Europe de l'Ouest. La principale difficulté réside dans le fait que, par suite des conditions différentes, l'Allemagne ne peut être comparée à la Grande-Bretagne et à la France qu'au prix de certaines restrictions. Cependant, le fait demeure que l'analyse de ces débats, qui n'ont jusqu'ici pas été traités par l'historiographie hongroise, est extrêmement instructive sur un point. A Paris, à Londres, à Weimar et à Berlin — et certainement ailleurs aussi —, les événements de Hongrie étaient observés pour ainsi dire à vol d'oiseau, et comme on le sait, c'est là une optique qui ne permet pas de distinguer de nombreux détails. Par contre, elle permet de distinguer avec netteté les principaux contours, en l'occurrence le fait que la République hongroise des Conseils s'inscrivait dans l'histoire universelle. Il ne faut en effet pas oublier que l'attitude de l'étranger à l'égard de notre pays était à l'époque on ne peut plus étroitement liée à la fameuse « question russe » qui préoccupait toute l'Europe, et que la possibilité d'une alliance politique (et militaire) entre la Russie, la Hongrie, l'Autriche et la Bavière fut considérée comme extrêmement sérieuse, et par le mouvement ouvrier, et par ceux qui dirigeaient la grande politique. Et dans le cas de l'Allemagne, on est frappé par le fait que la majorité des socialistes ne souhaitaient pas entrer en relations avec la Hongrie socialiste, à l'égard de laquelle la politique étrangère allemande fit aussi preuve d'une indifférence extrême, ou plutôt d'une grande prudence. A l'époque — et tel est pour nous le principal enseignement des débats présentés ici —, l'affaire hongroise était l'affaire de toute l'Europe...

NOTES

- ¹ Ferri, Fr.: Le mouvement ouvrier socialiste italien et la révolution socialiste hongroise de 1919 (en hongrois). In: A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége és nemzetközi hatása, Budapest, Kossuth, 1960, pp. 276-302. Cf. également Réti, Gy.: Documents italiens sur la République hongroise des Conseils (en hongrois). In: Századok, 1975, n° 3/4, pp. 645-668.
- ² Les traditions d'isolationisme étaient extrêmement fortes aux Etats-Unis. Qui plus est, les problèmes nationaux et politiques extraordinairement complexes de l'Europe centrale et orientale étaient incompréhensibles pour l'opinion publique américaine. Fait caractéristique, on ne trouve même pas mention du nom de la Hongrie dans l'index des procès-verbaux du Congrès (Congressional Record. 65. congr. 1917-19).
- ³ Archives du Ministère de la Guerre (abrégé par la suite en AMG). Etat-Major de l'Armée. 2ème Bureau. Carton n° 5.
- ⁴ Arday, L.: Les relations anglo-hongroises à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise à la lumière des archives britanniques (oct. 1918 - mars 1919). (En hongrois) In: Történelmi Szemle, 1975, n° 2/3, p. 271.
- ⁵ AMG. A.F.O. 2ème Bureau. Hongrie. 106.
- ⁶ Vadász, S.: Vix et Károlyi (en hongrois). In: Hadtörténelmi Közlemények, 1969, n° 2, pp. 239-265; Ormos, M.: Saint-Germain et Trianon. La politique de la France à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie 1918-1920. (en hongrois - thèse de doctorat inédite), pp. 199-200.
- ⁷ Tersen, E.: L'Entente (particulièrement la France) et la République hongroise des Conseils. (en hongrois) in: A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége... p. 163.
- ⁸ Cf. Hajdu, T.: Mihály Károlyi (en hongrois), Budapest, Kossuth, 1978, p. 338, et surtout Charbonnel, P.: La classe ouvrière française et la révolution hongroise de 1919 (en hongrois), in: A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége... pp. 185-187.
- ⁹ Les opinions exposées dans la presse étrangère d'alors sont citées dans la traduction de l'époque figurant dans la liasse n° 601. f. 3. des PI Arch. Cf. également Jemnitz, J.: Les réactions de la presse socialiste internationale à la République hongroise des Conseils (en hongrois). In: Ötven év. A Nagy Október és a magyarországi forradalmak. Budapest, Akadémiai/Kossuth, 1967, pp. 407-448.
- ¹⁰ AMG. Etat-Major de l'Armée. 2ème Bureau. Carton 6.
- ¹¹ Annales de la Chambre des Députés (abrégé par la suite en Annales). 11. Législature. Débats Parlementaires. 108. III. 1919. 14 janvier - 28 mars. pp. 1283-1284.
- ¹² Annales, p. 1313.
- ¹³ Annales, pp. 1314 et 1316-1317.
- ¹⁴ Annales, p. 1443.
- ¹⁵ Un détail concernant le rang international du Pester Lloyd: ce journal était considéré par le ministère des Affaires Etrangères du tsar comme l'organe de presse le plus fiable de Hongrie, et les rapporteurs concernés s'en faisaient régulièrement traduire des articles.
- ¹⁶ Annales, pp. 1241, 1247 et 3604. Pour ce qui est du voyage de Cachin en Russie et de ses interventions à la Chambre, cf. Cachin, M.: Ecrits et portraits (en hongrois), Budapest, Kossuth, 1966, pp. 70-72; Vadász, S.: Lénine et la gauche de Zimmerwald. (en hongrois), Budapest, Akadémiai, 1971, pp. 180 et 192.
- ¹⁷ Correspondance de Mihály Károlyi I. 1905-1920. Budapest, Akadémiai, 1978, pp. 203 et 608 (note). Hajdu, T.: Mihály Károlyi, ouv. cité, p. 477.
- ¹⁸ The Parliamentary Debates, House of Commons. (Abrégé par la suite en House of Commons). Vol. 119 (VIII. 4-19), p. 689.
- ¹⁹ Cf.: Jeszenszky, G.: A londoni Eighty Club magyarországi látogatása 1906-ban. (La visite des délégués du Club des 80 de Londres en 1906). Az Országos Széchnyi Könyvtár Évkönyve 1973, Budapest, 1976, pp. 291-311.
- ²⁰ House of Commons. Vol. 115. (IV. 29-V. 16) pp. 1900-1902.
- ²¹ House of Commons. ibid. pp. 1906-1907.
- ²² House of Commons. Vol. 119. ouv. cité. pp. 690 et 692.
- ²³ L'étude la plus récente de cette thématique est un livre de Tokody Gy.: Németország és a Magyarországi Tanácsköztársaság (L'Allemagne et la République hongroise des Conseils), Budapest, Kossuth, 1980. Cf. p. 159.

- ²⁴ Archiv der sozialen Demokratie (Friedrich-Ebert-Stiftung), Bonn. (abrégé par la suite en *AsD*). Nachlass Paul Levi. Nr. 1717.
- ²⁵ Mühsam, E.: Von Eisner bis Leviné. Berlin. Schulenburg. 1976. p. 47.
- ²⁶ Un poème d'Erich Mühsam intitulé *Räte-Marseillaise* («Marseillaise des Conseils») et faisant aussi allusion à la Hongrie a été cité par Helmut Kolbe et Johannes Zelt dans leur étude «Les communistes allemands et la République hongroise des Conseils» (en hongrois), in: A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége... ouv. cité, pp. 253–254. Dans son ouvrage «Revolution in Bayern 1918/1919», (Munich, Beck. 1967), Allan Mitchell souligne un point important, à savoir que, tandis qu'au début de 1919, le bolchévisme menaçait la Bavière bourgeoise par le Nord, par le canal des «radicaux berlinois» ayant à leur tête Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, cette menace vint du Sud-Est à partir du mois de mars et de la proclamation de la République des Conseils (pp. 261–262).
- ²⁷ *AsD*. Nachlass Paul Levi. Nr. 16.
- ²⁸ Kreybig, K.: Die Entstehung der Räterepublik Ungarn. Berlin. Der Arbeiter-Rat. 1919. p. 4.
- ²⁹ Vadász, S.: A Tanácsköztársaság és Európa (La République hongroise des Conseils et l'Europe). In: Valóság, 1980/3, pp. 26–37. Gyula Tokody est du même avis. Cf.: A Magyar és a Bajor Tanácsköztársaság (Les républiques des conseils de Hongrie et de Bavière). In: Párttörténeti Közlemények. 1979/1, p. 79.
- ³⁰ Revolution und Räterepublik in München 1918/19 in Augenzeugenberichten. Düsseldorf. 1969. p. 153.
- ³¹ Pour ce qui est de la conscience de la mission révolutionnaire mondiale, cf. l'étude de l'auteur citée à la note 29 (A Tanácsköztársaság és Európa), pp. 28–29.
- ³² Verhandlungen der verfassungsgebenden Deutschen Nationalversammlung. Bd. 327. Stenographische Berichte. (13 März 1919 – 9 Juli 1919), pp. 914–915.
- ³³ Allgemeiner Kongress der Arbeiter- und Soldatenräte Deutschlands. Vom 16. bis 21. Dezember 1918 im Abgeordnetenhaus zu Berlin. Stenographische Berichte. Glashütten. Detlev Auvermann. 1972. (Unveränderter Neudruck der Ausgabe Berlin 1919), p. 135. (Scheidemann), et p. 122 (Laufenberg).
- ³⁴ C'est le spartakiste Max Levin qui désigna ainsi Scheidemann lors du congrès des conseils tenu à Munich. Cf.: Stenographischer Bericht über die Verhandlungen des Kongresses der Arbeiter-Bauern- und Soldatenräte. Vom 25. Februar bis 8. März 1919 in München. Glashütten. Detlev Auvermann. 1974 (Unveränderter Nachdruck der Ausgabe München 1919), p. 39.
- ³⁵ II. Kongress der Arbeiter- Bauern- und Soldatenräte Deutschlands. Vom 8. bis 14. April 1919 Im Herrenhaus zu Berlin. Stenographisches Protokoll. Glashütten. Detlev Auvermann. 1975. (Unveränderter Neudruck), pp. 6–7.